

# LA VÉRITÉ

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION DE GAUCHE)

XIV<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE

## Sachons défendre l'U. R. S. S. menacée !

Depuis 14 ans, le prolétariat exerce sa dictature sur une vaste partie du globe. Depuis les journées d'Octobre où les masses ouvrières et paysannes, guidées par le Parti bolchevik, dirigé par Lénine et Trotsky, renversèrent le gouvernement de la bourgeoisie pour prendre en mains leurs propres destinées jusqu'à ces journées du 14<sup>e</sup> anniversaire, la Révolution russe est passée par les étapes les plus difficiles, les plus ardues pour briser d'abord les troupes blanches et celles de l'Entente et remettre en mouvement l'économie, puis, ensuite, pour poser les bases de l'édification socialiste. Aux difficultés et aux périls provenant de l'entourage capitaliste et de l'héritage tsariste venait s'ajouter toute l'inexpérience du prolétariat à exercer le pouvoir. Devant l'immensité des tâches à accomplir, le rôle de l'avant-garde du Parti bolchevik, traçant la ligne déterminée par l'analyse marxiste de la situation, était primordial : l'exemple des années 1917 à 1923 en témoigne d'une façon éclatante. Mais la grande vague révolutionnaire d'après-guerre ayant échoué, la Révolution mondiale étant retardée, la réaction reprenant le dessus, trouva son expression dans la classe ouvrière et même dans son avant-garde où augmenta le poids spécifique de ces tendances.

Là, Trotsky et les éléments qui allaient former l'opposition de gauche, avertirent le Parti des dangers qu'il courait, et des conséquences graves qu'une politique fautive entraînerait pour l'U.R.S.S. et la Révolution mondiale. C'est à ce moment que fut évoqué le danger thermidorien pour l'U.R.S.S., menacée d'un monde d'ennemis, tandis que centristes et droitières développaient la théorie du « socialisme dans un seul pays ».

Dans le monde capitaliste, les conséquences de la funeste politique centriste sont évidentes pour tout ouvrier révolutionnaire ; mais les problèmes de l'U.R.S.S. sont encore très mal compris. Vivant essentiellement sur le capital légué par la Révolution d'Octobre, en le dilapidant, le centrisme s'entend à exploiter à son profit d'une façon très publicitaire, les conquêtes et les résultats d'Octobre pour compenser les résultats de la politique fautive de l'I.C. En particulier, récemment, le Bureau politique du P.C. français, engagé dans le « tournant », pour esquiver un débat avec l'opposition sur la question de notre réintégration, croit nous confondre devant les ouvriers en rappelant nos craintes sur Thermidor et en y opposant les résultats du plan quinquennal. Malheureusement pour les centristes, leur réponse ne nous confond pas. L'opposition de gauche a la première montré la nécessité d'un plan quinquennal quand eux n'y avaient pas confiance ; nos craintes sur un danger thermidorien ne sont en rien détruites par les résultats du plan quinquennal. Tous ces résultats sont autant d'éléments positifs pour le mouvement révolutionnaire ; mais nous savons qu'ils ont été obtenus, par suite des fautes commises, au détriment de la puissance politique du prolétariat, de la dissolution de plus en plus grande du Parti dans la classe, etc. ; ces seuls éléments que nous citons indiquent à quel prix les résultats furent obtenus.

Et à l'heure actuelle, au moment où le prolétariat célèbre le 14<sup>e</sup> anniversaire d'Octobre, l'opposition de gauche, dont tous les avertissements, toutes les mises en garde, toute la politique ont été justifiés par les faits, doit dire aux travailleurs, contre les paroles trompeuses des centristes : « Attention, le danger n'a peut-être jamais été si grand ! ».

Le 14<sup>e</sup> anniversaire d'Octobre se place dans une crise mondiale sans précédent, où les plus fortes bases du capitalisme sont ébranlées. D'énormes possibilités révolutionnaires se présentent ; déjà sur un certain nombre de points, le capitalisme craque. En Espagne, la monarchie abattue, la bourgeoisie au pouvoir et aux prises avec les difficultés les plus grandes et un puissant mouvement de

masse se développe, bien que l'absence d'un P.C. fort ne contribuera pas à le rendre cohérent et à l'orienter. Cette poussée des masses a déjà obligé la bourgeoisie à changer le gouvernement, à en constituer un « plus à gauche ». Un P.C. ayant une politique juste contribuerait à dissiper rapidement les illusions démocratiques et pourrait amener dans un délai relativement court le prolétariat devant le problème du pouvoir. Mais la carence du P.C. fait perdre du temps, que la bourgeoisie exploite à son plus grand profit.

En Allemagne, le capitalisme est de-

pas grand-chose. Mais cette théorie contredite depuis des années le sera une fois de plus. L'empire britannique sera gouverné non par une équipe qui, pour mieux tromper le prolétariat, sera obligée de lui laisser une certaine liberté d'action, mais par la réaction la plus cynique, la plus brutale, les « Die Hard », les Curzon et les Chamberlain, ennemis implacables de l'U.R.S.S., et qui appuieront sans compter tout ce qui lutte contre le communisme. De plus, la victoire conservatrice a produit dans le monde un renforcement de la réaction, et au sein même de l'U.R.S.S., de tous les ennemis de la dictature du prolétariat. Dans la

le problème de la main-d'œuvre des données extrêmement tragiques étaient apportées.

Toutes les difficultés économiques aboutissent à des divergences politiques très grandes. Il ne s'agit pas de tenir compte des dépêches bourgeoises ; mais les luttes au sein des directions des P.C., particulièrement la lutte contre le « groupe » dans le P.C. français, sont liées aux luttes qui se produisent au sein du Parti bolchevik. Toutes les mesures stalinienne pour assurer le « monolithisme » s'avèrent inefficaces ; aux moments décisifs, les craquements se produisent dans l'appareil.



vant des difficultés formidables. La crise prend une extension sans pareille, le régime se décompose. Dans ce pays si hautement industriel, avec un prolétariat concentré, organisé, la situation révolutionnaire devrait être nettement à l'avantage du prolétariat. Mais là encore, la politique centriste a bouleversé les possibilités. La politique nationale-communiste de la « révolution populaire » et aventuriste du « social-fascisme » ont coupé le Parti des larges masses social-démocrates, et la décomposition de leurs rangs, sous l'effet de la crise, se produit lentement et au profit d'une fraction socialiste de gauche. En face d'un prolétariat désuni, une fraction de plus en plus importante de la bourgeoisie s'oriente vers le fascisme. La prise du pouvoir par Hitler est un danger grandissant rapidement. Le triomphe des nazis serait une lourde défaite pour le prolétariat mondial.

Face à cette situation, la direction de l'I.C. est incapable de montrer aux travailleurs le chemin de la victoire. Elle ne s'adresse plus à eux ; elle laisse les partis ou des organisations annexes se situer. Voilà où aboutit la théorie du « socialisme dans un seul pays ». Les centristes se contentent d'opposer au monde bourgeois l'U.R.S.S., « où l'on ignore la crise et le chômage, où le socialisme se construit ». Un tel tableau est d'autant plus dangereux qu'il désarme le prolétariat, car il porte tout au plus à examiner les dangers qui menacent l'U.R.S.S. de l'extérieur et à oublier ou à dissocier les dangers intérieurs qui se développent et à examiner en premier lieu une source à laquelle ils viennent puiser largement : la politique centriste. L'U.R.S.S. est un facteur positif pour la Révolution mondiale, réciproquement, tout ce qui affaiblit le mouvement révolutionnaire, toutes les positions que la bourgeoisie peut s'assurer dans ses tentatives pour sortir de la crise sont autant de facteurs négatifs pour le développement de l'U.R.S.S. Les semaines écoulées ont tout particulièrement accru les dangers qui menacent l'U.R.S.S.

D'abord, les élections anglaises. Pour les tenants du « social-fascisme », ce n'est

décomposition du Labour Party, deux millions de voix ouvrières sont allées à la pire réaction et à peine 15.000 au P.C. ! Tel est un fruit amer de l'incapacité de l'I.C. à lutter contre la social-démocratie, contre la bourgeoisie.

En Extrême-Orient, ce ne sont pas seulement des perspectives sombres, mais c'est la réalité la plus dangereuse pour l'U.R.S.S. Le Japon démasque chaque jour un peu plus ses batteries. Fort de l'appui de la France, de l'inertie bien naturelle de la S.D.N., il s'attaque maintenant moins à la Chine de Chang-Kai-Chek qu'à l'Union Soviétique. Les provocations du Japon sont de plus en plus manifestes. Les campagnes de presse antisoviétiques commencent déjà ; le Temps consacre des éditoriaux contre le gouvernement soviétique « dont toute la politique se résume en une négation brutale et permanente de toutes les règles qui commandent les relations entre États civilisés », et des feuillets pour rappeler la guerre russo-japonaise de 1905. Là aussi, nous voyons, tout comme lors du conflit du chemin de fer sino-russe en juillet 1929, que la lutte de l'I.C. contre la guerre aboutit à des phrases vides et ne détermine aucune action aux moments les plus troubles.

Mais en U.R.S.S. aussi résident des dangers très graves. La situation après 4 années de plan quinquennal menées suivant la formule « rattraper et dépasser », et non en tenant compte des possibilités et de la nécessité de maintenir ou d'obtenir certains rapports en les diversifiant : branches de l'industrie, renferme les contradictions les plus grandes, qu'une mauvaise récolte ou des complications extérieures peuvent mettre à jour très rapidement et très brutalement. L'Humanité a cherché à nier les difficultés financières actuelles de l'U.R.S.S. Mais les capitalistes ne se contentent pas de la prose de Péri. Les prochaines échéances auxquelles l'U.R.S.S. va avoir à faire face seront des instants tout particulièrement difficiles à franchir. Les belles phrases pour le 14<sup>e</sup> anniversaire ne doivent pas duper les communistes. On n'a pas souvenir des discours de Staline lui-même, de ce dernier discours où, sur

Les communistes célébrant le 14<sup>e</sup> anniversaire d'Octobre seront fidèles à ceux qui ont accompli la Révolution en se tournant vers les problèmes importants de la situation présente, en la regardant bien en face, avec toutes ses possibilités, mais aussi avec ce rapport de forces aujourd'hui si désavantageux pour le prolétariat, en se représentant bien tous les dangers qui, de l'intérieur et de l'extérieur, menacent sa principale conquête, l'Union Soviétique. Ils verront que la politique du Parti ne se modifie pas essentiellement ; ils s'inquiéteront de cette carence de l'I.C. qui, dans des heures aussi graves, reste silencieuse, prisonnière de sa théorie du « socialisme dans un seul pays » et incapable de définir une politique internationale du prolétariat.

De grandes luttes se préparent où le problème du pouvoir pourra être posé pour un certain nombre de pays. Le rôle de l'I.C. et des P.C. sera décisif. Jusqu'à présent, dans le rassemblement des forces de classe, la bourgeoisie est en avance sur le prolétariat. La direction centriste de l'I.C., oscillant sous la pression des classes, continue une politique qui nuit au rassemblement des forces prolétariennes, en premier lieu en s'opposant à l'unité des rangs communistes par l'exclusive contre l'opposition de gauche. Il dépend des communistes de faire cesser cette situation ; chacun d'eux doit peser les lourdes responsabilités qu'il a dans les heures présentes. L'opposition de gauche donnera toutes ses forces pour aider le Parti à remplir ses tâches ; toutes les mesures de la bureaucratie pour ne pas lui permettre de le faire ne serviront à rien. Nous parviendrons à faire comprendre à chaque communiste que la politique centriste ne peut que continuer à rendre le Parti incapable de remplir sa tâche et qu'il faut imposer un changement de cours radical. Le sort de l'Union Soviétique et de la Révolution mondiale est en cause.

### « L'ESPRIT de GROUPE »

## La bureaucratie du Parti sur la selle

Le secrétariat du parti, Thorez en tête, dénonce bruyamment « l'esprit de groupe ». C'est le « groupe » constitué par Barbé qui est spécialement visé. On connaît le but de ce « groupe » ou plutôt de cette clique : il s'agit d'installer à tous les postes importants du parti et jusqu'au bureau politique, des « amis sûrs ». Ce syndicat de carriéristes, qui, malgré la jeunesse de ses composants était devenu fort expert dans l'art de conquérir les places, couvrait ses agissements de la « lutte contre l'opportunisme ». Il condamnait à tour de bras — et avec quelle autorité ! — l'opposition russe avec Trotsky ; il approuvait les déportations des oppositionnels, combattants d'Octobre ; il participait à jeter hors du parti français l'opposition de gauche. Aujourd'hui, la clique Barbé — qui régnait en maîtresse dans le parti durant la 3<sup>e</sup> période — est réduite à se répandre en de nombreux mea culpa. Ses membres se frappent la poitrine et se découvrent toutes sortes de graves péchés. Mais la direction actuelle du parti, si elle accable la clique Barbé, se garde bien — et pour cause — de révéler aux communistes les véritables raisons, l'existence de « groupes » type Barbé.

Thorez a un vieux compte à régler avec le syndicat Barbé. Au temps où ce dernier régnait et monopolisait la direction, il n'a pas hésité à laisser Thorez en prison, à Nancy, plutôt que de faire payer l'amende qui le maintenait enfermé.

La cause, l'origine de cet « esprit de groupe » réside essentiellement dans les pratiques d'étouffement systématique de toute initiative, de toute voix oppositionnelle, dans l'I. C. Depuis 1923, depuis la « bolchevisation », les P. C. sont tous sous la domination d'une bureaucratie à l'échine souple et à la dévotion complète du stalinisme.

Au même moment où Thorez fonce contre « l'esprit de groupe », il se livre lui-même à une opération. La clique Barbé — qui s'y prête avec un cynisme complaisant — est chargée de toutes les fautes des directions successives du parti. La clique Barbé était « extrême-gauchiste », elle était sectaire, elle méconnaissait l'intérêt du travail syndical, elle confondait dans l'appellation social-fasciste les chefs et les ouvriers socialistes, elle est responsable de la non application du tournant 1929, etc., etc. C'est un peu trop simple. Et le but est trop clair. Il s'agit de décharger sur les épaules du syndicat Barbé, les responsabilités du recul considérable du parti dans tous les domaines. N'est-ce pas là une tentative d'escamoter les responsabilités collectives de toutes les directions qui compromettent Thorez lui-même ?

On voit donc que pour la direction actuelle du parti, la clique Barbé sert de diversion commode. Mais les récents débats du Comité régional de la R. P. montrent qu'il sera assez difficile de faire tomber les militants de base du parti dans le panneau. Il faudra que Thorez cherche autre chose. Et puis, si la direction Thorez veut en finir avec « l'esprit de groupe », avec ceux qui avouent ouvertement, avec un cynisme à peine crovable, qu'ils ont été des « sans-principes » à la recherche des postes, que font ces derniers encore à la direction du parti ? Le fait de loger Lozerav à la F.S.T. est-il une sanction si grave ? Les membres du syndicat Barbé auront le loisir de se livrer à leurs exercices dans d'autres postes, alors que récemment encore quatre oppositionnels, ouvriers communistes honnêtes, étaient chassés du parti à Halluin pour avoir, tenez-vous bien ! défendu le front unique !

La conclusion qui s'impose est celle-ci : alors que l'appareil du parti montre qu'il y avait parmi ses ex-membres « éminents », des gens dépourvus de principes et se bornant à s'assurer les places, l'opposition de gauche qui, elle, a lutté pour le redressement et le renforcement du parti, demeure hors du parti. Aux ouvriers communistes de faire cesser ce scandale ; à eux d'exiger la réintégration de l'opposition de gauche dans le parti.





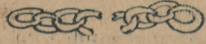


## En Mandchourie

La situation en Mandchourie, loin de se détendre, continue à évoluer dans un sens gros de dangers. Fort des difficultés dans lesquelles sont plongés les Etats-Unis et de l'appui assez apparent de la France, et tout à fait discret de l'Angleterre, le Japon s'avance en Mandchourie et, se moquant de toutes les interventions de la S.D.N., bien décidé à tirer le maximum de profit de son initiative. Mais depuis quelques jours l'axe du conflit se déplace. Le Japon paie les avantages qu'il garde, en braquant ses feux contre la patrie prolétarienne. Les notes provocantes à l'Union Soviétique ont servi de prétexte à la marche des troupes japonaises vers le chemin de fer de l'Est chinois en direction de Tsitsikar.

Le danger pour l'U.R.S.S. est grand. Déjà la presse au service de la bourgeoisie donne de la gueule. Non seulement la presse réactionnaire, mais le *Populaire* du 5 novembre contient une provocation de Rosenfeld contre l'U.R.S.S., et le *Libertaire* emboîte le pas.

Il est grand temps que les communistes jettent un cri d'alarme.



## ESPAGNE

Beaucoup de gens s'imaginent que Azana résoudra tous les problèmes et que la démocratie transformera l'Espagne en un paradis terrestre.

Cependant, les premières manifestations d'Azana comme président ont été claires et catégoriques : « La République se fera respecter ; et si on ne la respecte pas, elle se fera craindre. » C'est une anticipation sur son activité. Immédiatement, sous l'initiative et la direction d'Azana, la Chambre a adopté la loi brutale et réactionnaire de « Défense de la République ». Il s'agit d'une loi anti-ouvrière, dirigée expressément contre les organisations prolétariennes.

D'après cette loi, d'accord avec la décision de la Chambre, le ministre de l'Intérieur a le droit d'interdire les réunions et les manifestations qui lui plaisent ; il peut de même arrêter, emprisonner et déporter ; dissoudre les syndicats qui déclarent la grève sans un préavis de huit jours ; s'emparer des documents, meubles et biens des organisations ouvrières, etc.

La Chambre a approuvé le droit de vote à la femme, mais cette décision n'a pas été appliquée dans les dernières élections partielles ; elle a approuvé l'article de la constitution sur la question religieuse, mais elle sera appliquée quand cela plaira aux gouvernants ; elle a approuvé la loi de « défense de la République » et quelques heures après on l'appliquait brutalement.

La C.N.T. n'a donné aucun signe de vie contre cet acte criminel du gouvernement ; ses dirigeants sont victimes d'une panique fantastique qui rappelle son attitude de 1923, lors du coup d'Etat de Primo de Rivera. A ce moment, les anarcho-syndicalistes n'ont rien su faire d'autre que de dissoudre les syndicats aujourd'hui, devant la loi d'Azana, ils se trouvent dans le plus lamentable état de prostration et de panique.

Le P.C. ne donne pas un meilleur signe de vie. Conséquence sans doute du prochain avènement du communisme, prévu pour le mois d'octobre par les dirigeants suprêmes Trilla et Bulejos. Il est clair qu'ils prophétisent ainsi de la même manière que Bulejos déclarait à l'Ateneo de Madrid que « l'erreur fondamentale

## EN ITALIE

# La dictature des "chemises noires" au seuil de la 10<sup>e</sup> année et les problèmes de la lutte révolutionnaire

Le fascisme italien célèbre ces jours-ci la dixième année de son avènement au pouvoir. C'est en effet à la fin d'octobre 1922 que le coup d'Etat fasciste donna en Italie de nouveaux moyens à la bourgeoisie d'exploiter et de dominer les masses travailleuses. Depuis cette époque, la situation de ces masses n'a fait qu'empirer. Toutes leurs conquêtes, fruit d'un demi-siècle de lutte et de sacrifice sur le terrain économique et politique, furent balayées par la violence plus brutale.

Quelle est la situation actuelle en Italie ?

Voilà ce qu'un vieux camarade, arrivé de là-bas, nous a dit :

— Le chômage est épouvantable. Dans les familles ouvrières, rares sont les membres qui travaillent. Les secours sont infimes ; et quand la caisse est vide, même ces misérables secours sont suspendus. Le petit commerce est complètement ruiné. Les salaires de ceux qui travaillent sont très bas, et on parle encore de diminutions. Grand nombre de fabriques ferment. Aucune perspective d'amélioration. A la campagne, la misère est encore plus grande. La mévente et la mauvaise récolte ont achevé de ruiner les familles des paysans qui, cette année, sont dans l'impossibilité absolue de payer même une partie des impôts. Dans toutes les régions on cherche à émigrer. Mais où ? Les frontières, elles aussi, sont fermées...

— Oui, mais, est-ce qu'on ne cherche pas à sortir d'une telle situation ?

— Tout le monde dit qu'il faut en sortir et veut en sortir. Mais comment ? Le problème est là. Partout s'exerce largement le *ius murmurandi*. Pas un n'est content du régime. Récemment encore, j'ai eu la possibilité d'assister à une réunion de « podestats » de ma province où j'ai entendu des discours fort sévères pour le gouvernement central. Et aussi le langage du Pape dans sa fameuse encyclique est caractéristique de cette situation, malgré la réconciliation intervenue, d'ailleurs inévitable. Ouvertement, vous entendez blâmer le régime. Et dans ceci il y a évidemment quelque chose de changé de la situation précédente... Mais... on frappe encore et très durement. La matraque ne chôme pas. La crainte des représailles est toujours très forte. La provocation, depuis la création de l'OVRA, est devenue une obsession qui domine tous les milieux. Mais le fait le plus grave est le régime d'isolement dans lequel vit chacun de nous, soit à l'usine, soit même chez soi. Imaginez-vous, par exemple, que quelque part dans la fabrique les copains arrêtent le travail comme protestation contre n'importe quel abus. Pensez-vous qu'on en soit im-

**Si tu ne souscris pas régulièrement à « la Vérité »,  
Si tu n'abonnes pas tes amis,  
Si tu négliges de lui envoyer ta copie,  
Tu la condamnes à disparaître !**

...taliens des ouvriers espagnols consiste à ne pas avoir remis le pouvoir aux soviets le 14 avril », alors que personne ne pensait aux soviets, qui aujourd'hui non plus n'existent nulle part. Le gouvernement applique les lois sans opposition de personne.

médiatement informé ? Absolument pas. Ce n'est qu'après quelques jours que toute l'usine a connaissance du fait. Si dans un faubourg la population entre en conflit avec la force publique et que des coups de feu sont échangés, croyez-vous que la nouvelle circule librement ? Ce n'est que par hasard qu'on apprend quelques jours après dans les autres faubourgs et comme en secret, car le plus grand silence est fait sur ces événements. Que dire alors des faits qui éclatent dans les autres villes et dans les autres régions ? Nous, en Italie n'en savons rien. Quantité de choses qui se sont vérifiées là-bas, je les ai apprises ici. Il n'y a en Italie que la presse fasciste, et la presse fasciste ne publie que ce qu'on lui permet. Et puis, encore, la presse fasciste n'a pas des lecteurs très nombreux. Voilà comment un régime verrouillé comme le régime fasciste, un régime haï par la population entière, usé par une crise économique formidable, peut vivre et durer.

Mais on est loin aujourd'hui de la pé-

## Le numéro d'octobre de la LUTTE DE CLASSE

est paru  
32 pages  
Présentation nouvelle  
1 fr. 50

« Vérité », « Lutte de Classe »  
45, boulevard de la Villette

riode dans laquelle la classe dominante, après la défaite et la dispersion des forces révolutionnaires, se croyait toute-puissante. Elle s'aperçoit à nouveau que le terrain lui manque sous les pieds et s'inquiète. Par contre, le réveil des masses anti-fascistes est général. Jusqu'à hier la seule presse clandestine circulant en Italie, c'était la nôtre, c'étaient nos feuilles communistes anti-fascistes constitutionnelles à tendance monarchique. Là aussi est un autre symptôme de la situation. Le fascisme italien est sur une pente. Mais pour qu'il dégringole, il faut organiser l'action des masses éveillées et aiguillonées par la crise économique qui s'approfondit et s'élargit.

— Comment les masses, surtout les masses ouvrières, envisagent-elles le problème de la succession au fascisme ? Est-ce qu'elles le posent de la manière : fascisme ou communisme ?

— Evidemment pour nous, communistes, le problème ne peut se poser autrement. Pour nous, le dilemme : fascisme ou communisme se pose instamment.

Mais, dire que celui-ci est le dilemme qui se pose dès maintenant aux masses travailleuses, c'est se tromper grossièrement. Je dirais plutôt que le dilemme qui se pose actuellement aux masses est : fascisme ou antifascisme. J'ai pris connaissance à ce sujet de vos discussions avec le « Centre » et je prévois les objections qu'on peut faire à mon affirmation. On m'objectera qu'on ne peut parler d'antifascisme véritable qu'à la condition qu'on lui donne un contenu de classe, un contenu prolétarien ; que le fascisme est la forme particulière de dictature du capitalisme italien à son évolution actuelle : qu'abatte le fascisme, c'est donc abatte

le capitalisme ; de sorte que le dilemme : fascisme ou antifascisme n'a pratiquement d'autre sens que le dilemme : fascisme ou communisme. Ce qui est juste et tout à fait clair pour nous, communistes. Mais il faut que ceci soit juste et clair aussi pour les masses. Et nous ne sommes pas encore à ce point. Les masses n'ont pas encore suivi tout ce processus de compréhension. La chronique du Tribunal Spécial accroît quotidiennement les sympathies autour des communistes : mais il faut voir aussi que tout ce qui va contre le fascisme trouve également aujourd'hui la sympathie des masses. La tâche qui se pose à nous, communistes, surtout dans la situation actuelle, ce n'est pas de tourner le dos aux aspirations antifascistes des masses ; mais de leur prouver par notre action de tous les jours que seulement dans la solution prolétarienne est l'issue à la crise présente et la garantie contre tout retour du fascisme. Tâche qui nous demande une tactique souple, capable de nous rapprocher des masses et de les arracher à l'influence des partis antifascistes bourgeois, dont il serait trop enfantin d'ignorer ou de nier l'emprise, même parmi la classe ouvrière. L'action de ces partis nous est, au contraire, d'autant plus dangereuse puisqu'elle pose aux masses des objectifs qui leur apparaissent comme plus faciles à atteindre ; de sorte qu'en définitive elle agit comme un frein des forces révolutionnaires. Tout ceci est élémentaire. Est-ce que ce n'est pas aussi la leçon des événements espagnols ?

C'est ce que nous pensons. S'il est vrai que les ouvriers révolutionnaires d'Espagne ne doivent jamais oublier notre expérience italienne de 1919-1920 pour couper le chemin à une véritable dictature fasciste en accomplissant toutes les tâches que la révolution espagnole leur pose (expropriation de la bourgeoisie, instauration de la dictature du prolétariat), il est vrai aussi que les communistes italiens devraient s'éduquer de la leçon des événements espagnols. Qu'il s'agisse de l'Italie ou de l'Espagne ou de l'Allemagne, seulement la dictature du prolétariat, la révolution prolétarienne, pourra garantir les travailleurs de la dictature fasciste. Mais le prolétariat ne pourra sortir victorieux qu'à la condition que les communistes sachent conduire une lutte conséquente et révolutionnaire en combinant la lutte pour les revendications immédiates, économiques et politiques, à la lutte pour le renversement du capitalisme. Ce qui ne signifie aucunement qu'on doit combiner la démocratie au communisme. Car la domination du capitalisme ne peut être abattue par aucun genre de transformation sur le terrain de la démocratie politique, mais seulement par la voie de l'insurrection prolétarienne.

Mais, comme Lénine nous l'a dit :  
« Ce serait une grosse erreur de croire que la lutte pour la démocratie puisse éloigner le prolétariat de la révolution socialiste, ou même seulement faire passer cette révolution au deuxième plan, Poffusker, etc. »

Ainsi le dilemme fascisme ou antifascisme deviendra pour toutes les masses travailleuses le dilemme fascisme ou communisme, dictature du capital ou dictature du prolétariat.

FÉROCI.

## Notes brèves d'Allemagne

Ce qu'il y a de plus intéressant pour tous les communistes dans les récents événements en Allemagne, c'est sans aucun doute la création d'un parti Ouvrier-Socialiste, qui s'est effectuée récemment. Un nouveau parti centriste est formé. Bien que pour l'instant il n'entraîne pas encore de larges masses, ses perspectives d'avenir ne sont cependant nullement mauvaises. Il est possible qu'il rassemble derrière lui, au cours de l'hiver, de grandes masses d'ouvriers social-démocrates déçus. Le parti est fondé par les députés au Reichstag Seidewitz, Ströbel et Rosenfeld, qui, malgré la modération de leur opposition, furent exclus du P.S. Le programme du nouveau parti est imité de celui de la social-démocratie autrichienne, c'est-à-dire qu'il est plein de phrases radicales, tout en étant réformiste dans le fond. Les fondateurs du parti ont déjà joué un rôle dans l'ancien parti socialiste indépendant (U.S.P.), et le nouveau parti est tout à fait du même genre. Le fait que, neuf ans après la fin lamentable du vieux parti indépendant, la création d'un tel parti soit possible, c'est là entièrement la conséquence de la mauvaise politique du parti communiste, et c'est aussi l'expression de la méfiance spontanée même des éléments révolutionnaires sincères de la classe ouvrière allemande envers le parti bureaucratique de Staline et de Heinz Neumann. Au lieu de démasquer les centristes par une politique de front unique et de gagner leurs adhérents, le parti se contente d'injures stériles contre les « contre-révolutionnaires ». Un fait très caractéristique, c'est que beaucoup de membres du P.S., malgré tout leur mécontentement vis-à-vis de leur direction, ne rejoignent pas le nouveau parti, l'unité de l'organisation étant pour eux au-dessus de tout. Malheureusement, le P.C. a été jusqu'à présent tout à fait incapable de comprendre cette tendance des ouvriers vers l'unité et d'en tirer profit.

Les événements politiques se déroulent sur le fond sombre de l'accentuation constante de la crise. Aucun décret n'a pu arrêter la baisse des devises et la fuite des capitaux. La baisse de la livre sterling a grandement nui à la capacité de concurrence de l'industrie allemande. Les capitalistes allemands ont immédiatement essayé de parer à ce danger par la réduction des salaires, surtout dans la Ruhr. Les tentatives de la R.G.O. de répondre par la grève à cette attaque, tentative que l'humanité a dépeint avec des couleurs si éclatantes, ont malheureusement échoué lamentablement, comme nous l'avions prédit. Les travailleurs de la Ruhr, déçus par les aventures du P.C., n'osent pas se confier à lui une seconde fois. Nous parlerons spécialement du remaniement gouvernemental, qui comporte une accentuation importante de la répression bourgeoise contre la classe ouvrière et l'aggravation des contradictions de classes.

## Rurait-on déjà procédé à une affectation de fonds secrets ?

Manchette du Libertaire de ce jour :

**Le gouvernement des Soviets masse des troupes à la frontière mandchoue. (Les journaux).**

## L'IMPÉRIALISME RUSSE CONTINUE

## L'épouvantail de Thermidor

# UN DISCOURS DE L. TROTSKY

(Suite du discours de Trotsky à la C.C.P., juin 1927, publié dans la *Révolution défigurée*. (Ed. Rieder.)

Ils considéraient que sur la voie qui menait au triomphe de la Révolution se dressaient les intérêts de « quelques individus isolés » ; ils ne comprenaient pas que ces « individus isolés » reflétaient en eux la force révolutionnaire élémentaire des couches sociales d'en bas à cette époque. Ces « quelques individus » reflétaient en eux cette force révolutionnaire spontanée qui s'opposait à la « néo-Nep » et au bonapartisme. Les thermidoriens croyaient qu'il s'agissait d'un changement de personnes, sans se rendre compte qu'il s'agissait d'un déplacement de classe. « Ecoutez la voix de la patrie, ne vous mettez pas dans les rangs des aristocrates malaisants ! » Les aristocrates, ce sont les amis de Robespierre. N'avons-nous pas entendu aujourd'hui, de la bouche de Jansson, cette même épithète « aristocrate », lancée à mon adresse ?

Je pourrais vous citer des articles où

les jacobins révolutionnaires sont représentés comme des agents de Pitt, le Chamberlain d'alors. En vérité, l'analogie est frappante ! Chamberlain est le Pitt d'aujourd'hui, grandeur de poche. Prenez l'histoire d'Aulard. « Les ennemis ne se contentèrent pas d'avoir tué Robespierre et ses amis ; ils les calomnièrent, e. les représentant aux yeux de la France comme des royalistes et des gens vendus à l'étranger. » Je cite textuellement. Or, l'article de la *Pravda* : « La route de l'opposition », ne pousse-t-il pas dans cette voie ? Celui qui a lu le dernier article de tête de la *Pravda* doit sentir l'odeur qui s'en dégage. Cette odeur de « deuxième chapitre » frappe l'odorat. L'odeur du deuxième chapitre, c'est « l'oustrialovchina » qui s'infiltré déjà par l'institution officielle de notre Parti et désarme l'avant-garde du prolétariat, tandis que le régime du Parti oppresse tous ceux qui luttent contre Thermidor. Le simple membre du Parti étouffe. L'ouvrier du rang se tait.

Vous voulez une nouvelle « épuration »

du Parti pour imposer silence. Voilà le régime qui règne dans le Parti. Rappelez-vous l'histoire des clubs jacobins. Il y eut deux chapitres dans l'épuration. Lorsque la vague monta, on se débarrassa des modérés ; lorsque la courbe commença à descendre, on se mit en demeure de se débarrasser des jacobins révolutionnaires. Où cela mena-t-il les clubs jacobins ? A un régime anonyme de terreur, sous lequel on était contraint de se taire, de voter à une unanimité à cent pour cent, de s'abstenir de toute critique, de penser selon les prescriptions d'en haut, en même temps qu'on cessait de comprendre que le parti est un organisme vivant, indépendant, et non un appareil du pouvoir se suffisant à lui-même. La Commission Centrale de Contrôle d'alors — il y avait aussi des institutions qui remplissaient vos fonctions — parcourut deux chapitres avec toute la Révolution. Dans le deuxième chapitre, elle déshabilla les membres du Parti à réfléchir, en même temps qu'elle les obligeait à accepter comme un credo tout ce qui venait d'en haut. Et les clubs jacobins, foyers de la Révolution, devinrent les pépinières des futurs fonctionnaires de Napoléon. Il est certes nécessaire de s'instruire des enseignements de la Révolution française. Mais est-il donc besoin de la répéter ? (Interruptions.)

Nous ne disons pas cela par boutade

fractionnelle. Nul n'entend risquer pour des choses insignifiantes, pour des futilités, les grandes choses que nous risquons avec vous. J'ignore si ce sont les dernières déclarations que je fais sur ces questions devant cette assemblée. J'ignore à quelle allure vous allez exécuter le programme dont je vous ai parlé au début de mon discours. Mais cette heure et ces vingt minutes que vous m'avez accordées, j'ai voulu les utiliser, non pour réévaluer les accusations mesquines et pitoyables que vous portez contre moi, mais pour bien situer les questions essentielles de nos désaccords.

Que faire pour éviter la scission ? Peut-on même l'éviter ? Si nous vivions dans les conditions d'avant la guerre impérialiste, d'avant la Révolution, dans les conditions d'une accumulation relativement lente des antagonismes, je crois que la scission serait infiniment plus probable que le maintien de l'unité. Il serait criminel de se tromper soi-même quant à la profondeur des divergences de vue. Mais aujourd'hui la situation est différente. Nos divergences de vue se sont singulièrement aggravées, les antagonismes ont énormément grandi. En cette toute dernière période, l'évolution de la Révolution chinoise a fait que nos désaccords se sont de nouveau considérablement accrus. Mais en même temps, nous avons, premièrement, une immense puis-

sance révolutionnaire concentrée dans le Parti, une immense richesse d'expérience accumulée dans les travaux de Lénine, dans le programme et les traditions du Parti. Nous avons gaspillé une bonne partie de ce capital, nous en avons remplacé une grande partie par les produits à bon marché de la « nouvelle école » qui aujourd'hui règne souverainement dans la presse du Parti. Mais il nous reste encore beaucoup d'or pur. Deuxièmement, la période actuelle est une période historique de tournants brusques, d'événements gigantesques, de leçons colossales par lesquelles il est nécessaire et possible de s'instruire. Des événements grandioses se sont produits, qui permettent de vérifier les deux lignes politiques qui s'affrontent. Seulement, n'essayez pas de cacher ces événements. Tôt ou tard, on finira par les connaître. Il n'est pas possible de dissimuler les victoires et les défaites du prolétariat. Le Parti peut faciliter ou gêner la connaissance de ces leçons et leur assimilation. Vous la gênez. Voilà pourquoi, nous autres, sommes des optimistes. Nous luttons et nous lutterons pour la ligne politique de la Révolution d'Octobre. Nous sommes si profondément convaincus de la justesse de notre ligne que nous ne doutons pas qu'elle ne finisse par s'implanter dans la conscience de la majorité prolétarienne de notre Parti.





## De Lénine à Losovsky

Dans une série d'articles, Losovsky justifie le maintien de la scission syndicale en France, comme il justifie la création de syndicats rouges ailleurs. Nous nous contentons de lui remettre Lénine sous les yeux.

Il nous répondra que la situation a changé — que la social-démocratie et les réformistes sont fascisés — c'est sous ce verbiage que l'on revise Lénine.

Losovsky a fouaillé les gens du C.I.S., mais si les erreurs de la politique stalinienne nourrissent le réformisme, nous ne pouvons faire cas de ces polémiques.

Lénine a écrit :

Mais nous luttons contre « l'aristocratie ouvrière » au nom de la masse ouvrière et pour mettre celle-ci de notre côté ; nous combattons les leaders socialistes opportunistes et chauvins pour conquérir la classe ouvrière. Cette vérité élémentaire et d'ailleurs évidente ne peut être méconnue. C'est précisément la faute que commettent les communistes allemands « de gauche » qui du caractère réactionnaire des petites aristocraties syndicales concluent à... la sortie des syndicats, renoncent à y travailler et voudraient former de nouvelles organisations ouvrières préconçues. Faute impardonnable qui équivaut à un grand service rendu à la bourgeoisie. Car nos mencheviks, de même que tous les leaders syndicaux opportunistes, de la tendance Kautsky, ne sont que des agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier (comme nous n'avons pas cessé de le démontrer en Russie) ou encore « les commis ouvriers de la classe capitaliste » selon l'expression profondément exacte des disciples américains de Daniel De Leon.

Renoncer à l'action au sein des syndicats réformistes et des coopératives édifiées par les siècles, entre les ouvriers ; et des syndicats qui ne peuvent se développer que très lentement, au cours d'années et d'années et qui se développeront en des syndicats industriels plus larges et moins corporatifs (englobant des industries entières et non plus des corporations, des corps de métiers et des professions). Par l'intermédiaire de ces syndicats industriels s'accomplira la suppression de la division du travail entre les hommes. On passera à l'éducation, à l'instruction et à la formation d'hommes universellement préparés et développés, d'hommes sachant tout faire. C'est à cela que va, que doit aller et que viendra le communisme, mais au cours d'un grand nombre d'années.

Tenter de dépasser, pratiquement, dès aujourd'hui, ce résultat futur du communisme parvenu au terme de son complet développement, de sa simplification absolue, de son épanouissement intégral et de sa maturité, équivaut à vouloir rendre mère une fillette de quatre ans. Dans le meilleur des cas c'est une plaisanterie imbécile ou une gaminerie stupide ; dans le pire, une malpropreté et un crime. (LÉNINE. — Les révolutionnaires et les syndicats révolutionnaires.)

## Qui en porterait la responsabilité ?

« HUMA » du 2 novembre

Berlin, 1<sup>er</sup> novembre. — (Humanité.) — La Rote Fahne continue ses révélations sensationnelles sur l'activité des gardes blancs russes en Allemagne et dans les autres pays.

Ils préparent, en effet, des attentats aussi bien en Allemagne qu'en Italie.

Notre camarade Gorki qui, pour sa maladie pulmonaire, vient de se rendre à nouveau en Italie, et le camarade Litvinov, actuellement en mission, devaient être abattus les premiers par le revolver.

La même bande d'assassins projetait aussi un attentat contre Trotsky, et entendait bien rendre les bolcheviks responsables de ce meurtre.

Dans leurs tentatives d'abattre l'U. R. S. S., les contre-révolutionnaires savent qu'ils doivent passer sur la poitrine de l'opposition. Mais par la déportation des bolcheviks-léninistes, par l'exil du compagnon de Lénine, la bureaucratie ne porterait-elle pas une responsabilité criminelle ?

## PREMIÈRE UNION RÉGIONALE Rassemblons nos forces

L'Union locale unitaire de Lille convoquait, le jeudi 29 octobre, par tracts et affiches, les travailleurs de Lille à venir entendre la position de la C.G.T.U. sur l'Unité syndicale, problème qui agite en ce moment l'esprit de bon nombre d'ouvriers.

Une constatation s'impose : de plus en plus l'on s'aperçoit que les ouvriers s'éloignent de nos réunions, et à peine une centaine de travailleurs s'étaient dérangés pour venir écouter Mauvais, délégué de la C.G.T.U. Vraiment, pour une question aussi importante, cela est tout à fait désastreux. Quand donc nos dirigeants stalinien comprennent que toute leur politique mène à la désagrégation ? Espérons que cette réunion leur servira de leçon et qu'ils se décideront à pratiquer une politique habile, comme leur demande de faire l'opposition de gauche.

Le camarade Mauvais fit un très beau discours, comme tout bon stalinien qui se respecte, et il essaya de démontrer que seule la C.G.T.U. avait une position juste, tant sur la question du front unique que sur l'unité syndicale, et ceci sur le thème que chacun connaît, et il est certain que Mauvais a eu l'approbation de la salle, à part une dizaine de camarades qui ont compris depuis un certain temps toute la politique de bluff pratiquée par des gens qui se fichent du mouvement ouvrier comme de leur première chemise.

Devreyer demanda la parole et, au nom de l'opposition, démontra que ni la C.G.T.U., ni la C.G.T. n'apportaient une position ferme sur l'unité syndicale, et qu'au contraire cela retardait plutôt le regroupement des travailleurs, et il mit en parallèle la position de l'opposition de gauche sur cette question, où seule l'unité était possible en posant le principe d'un congrès de fusion sans autres conditions que l'application de la démocratie syndicale et le droit de fraction et que seule cette position était susceptible de rallier l'ensemble des ouvriers unitaires et confédérés. De même, sur la question du front unique, Devreyer expliqua ce qu'aurait dû être le rôle de nos organisations lors de la grève de Roubaix-Tourcoing, concernant cette question.

Sur cette question constatons que Mauvais n'a encore rien appris, car en réponse à Devreyer, il reprocha aux trotskystes de faire trop de concessions aux réformistes, ce qui n'est pas du tout ce qu'il faut.

Le Congrès de la C.G.T.U. va avoir à ses assises un « délégué » prétendant au titre pompeux de « représentant du Syndicat unitaire de la Métallurgie de la Région lyonnaise ».

Sans faire ici le procès de nos divergences de vues avec la majorité confédérale (divergences qui portent sur l'analyse faite au 5<sup>e</sup> Congrès sur la situation économique et politique d'alors en France, sur la radicalisation des masses, la politisation des grèves, les journées internationales de lutte contre la guerre et le chômage, choisies au gré de la fantaisie des bureaucrates sur le calendrier, sur la tactique pendant la grève, le front unique et l'unité syndicale, autant de points que les événements ont démontré comme fausse la conception centrée de la majorité confédérale), nous ne pouvons laisser passer, sans dénoncer vigoureusement le scandale des manœuvres grossières et dégoûtantes qui furent celles de la procédure de préparation et de l'élection des délégués dans notre syndicat au 6<sup>e</sup> Congrès de la C.G.T.U.

Notre syndicat a, comme toute la C.G.T.U., connu cette folle aventure appelée « ligne politique » de la 3<sup>e</sup> période, et les résultats sont là pour le prouver. Vraiment, la direction centrale de la C.G.T.U. ne peut se plaindre que ses hommes de confiance n'aient pas expliqué à 100 % les directives. De 2.000 en 1929, nous ne sommes aujourd'hui que 300 membres dans notre syndicat. Toutes les sections dans la région ont disparu comme après une épidémie. Rien ne put être sauvé. Et, à Lyon, ce qui est resté présente un aspect pitoyable et squelettique.

Mais particulièrement nos majoritaires se sont montrés à la hauteur de leur tâche et 100 pour 100 dans la ligne, en ce qui concerne le régime intérieur et les méthodes propices. Aucun moyen ne leur faisait peur. On commençait par vider de la C.E. ceux qui ne pesaient pas comme la majorité ; on écartait tous les militants en désaccord avec l'activité syndicale menée ; on nommait secrétaire et fonctionnaire un camarade (votre humble « délégué » d'aujourd'hui) qui ne fut même pas membre de la C.E., et ceci sans consulter les adhérents.

Plus ils s'engageaient dans cette voie, plus leur triste courage augmentait

leurs, et Mauvais le sait très bien, car si la C.G.T.U. avait écouté les conseils de l'opposition de gauche concernant la tactique du front unique, il est certain que les confédérés n'auraient pas signé si aisément l'accord Laval et fait accepter une diminution de salaires, et d'ailleurs ; tôt ou tard, ils seront obligés de reprendre les conceptions de l'O. de G.

Devreyer intervint ensuite sur la question si importante qu'est la constitution des syndicats à bases multiples et demanda si la C.G.T.U. allait enfin prendre des dispositions pour éviter que nous ayons des syndicats-passoires. Il démontra que les syndicats confédérés dans le Nord gardent leurs effectifs parce que diverses caisses, telles que : Secours mutuels, maladie, chômage, retraite pour les vieux syndiqués, donnent des avantages à leurs syndiqués, et que chez nous il n'y avait rien qui puisse les retenir.

Mauvais répondit que justement la C.G.T.U. convoquait les délégués des U.R. et des U.L. pour envisager cette question. Espérons que cette réponse ne restera pas dans l'oubli.

Maintenant, une question se pose, et c'est celle qu'a posée Devreyer aux dirigeants de l'Union Locale : quand est-ce que les syndicats seront convoqués pour prendre position sur le rapport d'activité de la C.G.T.U. ? Nous voici à huit jours du congrès, et jusqu'à maintenant, à part les syndicats à statut, aucun n'a pris position. Vraiment, cela est intolérable. Comment ? Alors que chaque jour dans l'Humanité l'on prêche que pas un délégué ne doit venir au congrès sans un mandat formel de son syndicat respectif, nous assistons à ce fait que les délégués sont déjà désignés, et c'est ainsi que nos stalinien entendent appliquer la démocratie syndicale.

Nous invitons tous les camarades à protester de toutes leurs forces et à venir dans les assemblées générales de leurs syndicats, lors du compte rendu du congrès de la C.G.T.U. et à blâmer ceux qui ont pris des mandats sans l'avis des cochons de payants.

L'opposition de gauche appelle dans ses rangs tous ceux qui veulent lutter avec elle pour le retour à une politique honnête et pour permettre à tous de s'exprimer librement. Rassemblons-nous, là est le salut de notre C.G.T.U.

DEVREYER EUGÈNE.

## AUX MÉTAUX DE LYON Un cas édifiant

Dans la presse, dans les assemblées, partout, on a défiguré, déformé, calomnié notre pensée, nos paroles et propositions. Incapables de défendre leurs points de vue, ils recouraient aux plus basses attaques et insinuations. La classification de contre-révolutionnaires, d'agents de la bourgeoisie, de saboteurs, ne leur suffisait plus, on allait presque faire courir le bruit que nous sommes des « agents provocateurs », etc. Toute cette campagne fut couronnée par l'appui et la proposition d'un camarade hautement responsable, jouant un rôle identique à celui de Monmousseau et plus, de notre exclusion du syndicat.

Après le discours de Losovsky, du 10 juin, qui devait ouvrir l'ère d'un soi-disant « tournant décisif » dans la C.G.T.U., nous espérions un changement. Illusion vaine, et la direction de notre syndicat s'est chargée de nous le démontrer bien vite.

Se basant sur les paroles de Losovsky : « Les membres et les organisations ouvrières du rang doivent dire tout ce qu'ils pensent de votre travail », « Il faut que chaque résolution, chaque paragraphe soit mille fois discuté par la masse ouvrière », nous avions, dès l'annonce du Congrès, demandé la convocation d'assemblées, l'ouverture de la discussion pour la préparation du Congrès qui devait se tenir en septembre ; cela sans résultats.

La direction tentait toutes les manœuvres afin d'empêcher une discussion normale. A cette fin, elle décida promptement la réorganisation du syndicat à base locale d'où elle a intentionnellement exclu par avance la majorité de nos camarades.

C'est dans ces sections décapitées, morcelées, sans passé et groupant en tout 40 camarades, qu'elle a décidé la discussion. Mais voyant que malgré ses manœuvres, la discussion prenait une certaine ampleur, la direction a changé d'avis, proclamant que la discussion se ferait dans des assemblées générales, convoquées spécialement pour cela.

A la dernière assemblée faite, la direction, décidée, à tout pour saboter la discussion, qu'elle ne pouvait pas soutenir, a provoqué une obstruction honteuse dès que notre camarade prononçait quelques paroles.

DANS LA 3<sup>e</sup> U.R.U.

## Nos propositions de travail parmi les gueules jaunes

Le dimanche 25 octobre, à l'Exécutif de la 3<sup>e</sup> U.R.U., notre fraction a proposé un programme minimum de travail parmi les mineurs de fer.

En tenant compte que la faiblesse du mouvement unitaire parmi ces derniers est due à une application bureaucratique du travail de la Fédération Unitaire des Mineurs, nous proposons, pour y remédier :

1<sup>o</sup> La création d'une Fédération Unitaire des Mineurs de fer ;

2<sup>o</sup> La réalisation de 4 grands syndicats régionaux : 1 pour le bassin de Nancy, 1 pour le bassin de Briey, 1 pour le bassin de Longwy, et 1 pour le bassin de la Moselle ;

3<sup>o</sup> Nous proposons, en outre, la parution d'un journal mensuel des mineurs de fer pour défendre les 30.000 gueules jaunes qui sont exploités d'une manière scandaleuse par le Comité des forges et des Houillères dans les quatre bassins (le même journal que la *Riposte*, des Métallos) ;

4<sup>o</sup> Un cahier de revendications spécial pour les mineurs de fer.

Et nous demandons que la Fédération Unitaire des Mineurs prenne une part des frais occasionnés par le lancement du journal, car nous estimons que cet argent sera mieux employé que celui que, jusqu' alors, la Fédération a versé à un permanent qui n'a jamais été de notre corporation et dont, d'ailleurs, l'incapacité est proverbiale.

D'autre part, les syndicats confédérés des mineurs lancent en ce moment une Fédération des mineurs confédérés, et cela sous la pression des mineurs qui se sont rendu compte d'avoir toujours été abandonnés par la fédération confédérée, ce qui est la même chose pour la Fédération unitaire.

C'est la solution pour sortir du marasme actuel les gueules jaunes.

G. PAGET,

Délégué des mineurs de fer à la 3<sup>e</sup> U.R.U.

Une page spéciale pour le Congrès de la C. G. T. U. sort samedi ; elle fera corps avec le prochain numéro du journal.

## Syndicat de l'Habillement

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
du Jeudi 22 octobre

A l'ordre du jour il y avait l'unité syndicale et la nomination de délégués au Congrès confédéral. Peu de syndicats assistaient à cette réunion et ils ont fait preuve de l'indifférence la plus complète. Un malaise évident, que tous sentent, que personne n'ose encore analyser jusqu'au bout, a pesé sur l'assemblée. Aucune réaction, ni pour riposter à l'intervention de Berambaum, ni pour apporter un assentiment à la direction du syndicat.

Bellugue, secrétaire, lit les lettres « recommandées » envoyées aux dirigeants des syndicats confédérés, autonomes et chrétiens, ainsi qu'un appel lancé aux ouvriers de ces organisations et aux sans-parti. Ces documents exposent le programme de revendications de la C.G.T.U., invitent les ouvriers à former des comités d'usine et à nommer des délégués pour un congrès de fusion éventuel ; ils les convoquent également à une assemblée « populaire » qui doit avoir lieu prochainement.

Le président demande qui veut prendre la parole sur cette question. Berambaum, au nom de l'opposition de gauche, prend la parole. Il dit que l'opposition s'est toujours prononcée pour un congrès de fusion et montre que les chefs de la C.G.T.U. rejoignent, mais avec toutes sortes de réticences, les positions de la Ligue.

Dans sa réponse, Bellugue répète qu'on ne pouvait pas, dans la grève des textiles, faire le front unique avec des traités à la classe ouvrière comme ceux qui, en 1924 notamment, infligeaient une lourde défaite à ceux de notre corporation de la région parisienne.

Ensuite, c'est le rapport d'activité. Il témoigne d'une manière très nette la décrépitude de l'organisation.

Bellugue dit qu'il ne faut pas rejeter la faute sur la direction, que les camarades faisant un travail intermédiaire ne l'ont pas exécuté, ce qui fait que la direction est coupée de la masse des syndiqués.

## On nous communique :

ORDRE DU JOUR

La Commission exécutive de la Fédération autonome, mise au courant de la réunion qui s'est tenue le samedi 24 octobre, à la Bourse du Travail, entre la Commission d'Unité de la Fédération générale des Fonctionnaires et la délégation de la Fédération autonome, enregistre les propositions d'Unité qui lui sont faites, à savoir :

- Fusion des syndicats confédérés et autonomes correspondants.
- Affiliation des autres groupements autonomes à la Fédération générale des Fonctionnaires.
- Congrès fédéral extraordinaire devant ratifier les fusions réalisées, sanctionner l'Unité et renouveler les organismes dirigeants de la Fédération ainsi reconstituée.

La Commission exécutive ne peut, pour l'instant, que décider de saisir le Congrès de la Fédération Autonome, qui se tiendra les 23 et 24 novembre 1931, de ces propositions d'Unité.

Mais elle tient à rappeler que le Congrès fédéral de 1930, commentant la campagne du Comité des « 22 » pour la reconstruction de l'Unité syndicale, avait voté à l'unanimité un ordre du jour précisant :

« Que la C.G.T. unique envisagée dans la déclaration des militants ne saurait se concevoir que par la fusion des deux centrales syndicales actuellement opposées. »

Elle rappelle également que ce même ordre du jour déclarait que le mouvement déclenché ne saurait être un prétexte à de nouvelles scissions et que chacun devait rester dans sa centrale syndicale ou dans son organisation autonome pour y travailler loyalement à la reconstitution de l'Unité prolétarienne.

Il n'est donc pas possible à la Commission exécutive de perdre de vue ces principes. C'est en leur nom qu'elle condamne les fusions partielles et les fragments d'unité. Elle demeure fidèle à sa conception du Congrès de fusion.

Mais elle déclare que si les deux confédérations du Travail trouvent un terrain d'entente et réalisent leur fusion, suivant des modalités différentes de celles qu'elle a préconisées, la Fédération autonome s'inclinera.

Les considérations qui précèdent sont basées sur les décisions des congrès antérieurs de la F.A. Elles valent jusqu'au prochain congrès.

La Commission exécutive déclare que les prochaines assises nationales de la F.A. seront saisies de ce problème et que les propositions de la Fédération générale des Fonctionnaires y seront exactement exposées.

LA FRACTION DE L'OPPOSITION DE GAUCHE  
DU SYNDICAT DES MÉTAUX DE LYON.



## Après les élections cantonales

## Le front unique électoral

Les élections qui viennent d'avoir lieu ont eu pour nous le plus grand intérêt dans la façon dont le Parti a cherché à y réaliser le « tournant ». D'une façon soudaine, le C. C. a décidé qu'il fallait appliquer la tactique « classe contre classe », d'une façon meilleure, plus souple, ce qui était une façon voilée de la modifier. La nouvelle tactique est tombée brutalement sur le Parti ; il n'a pas eu le temps de la discuter, de la comprendre et il a fallu l'appliquer d'une façon aussi mécanique que la tactique « classe contre classe » quatre ans auparavant.

Nous avons dénoncé la nouvelle tactique électoral du Parti, renfermant à la fois des restes de la pseudo-tactique « classe contre classe » et des germes d'opportunisme.

Dans un article des « Cahiers », Ferrat définit la tactique suivante : Avant le premier tour, campagne pour le programme intégral, et création de comités de B. O. P., de lutte, etc., avec les ouvriers socialistes, confédérés, etc., pour élaborer les revendications formant la base du front unique ; après le premier tour, si nous arrivons avant les socialistes, appeler tous les ouvriers, y compris les socialistes, « à voter pour notre candidat, qui s'est engagé à défendre les revendications de front unique » ; si le socialiste est en tête, lettre ouverte pour le front unique, nomination d'un comité pour vérifier, engagement des socialistes à obtenir la réciprocité ailleurs, dans ce cas, désistement ; sinon, maintien au second tour.

Toute cette tactique est fautive. Il n'y a pas d'engagement de candidat à défendre telle ou telle revendication.

Nous, communistes, participons aux élections parce qu'elles nous permettent de faire de l'agitation parmi des larges couches de la population, d'y faire connaître notre programme, nos buts, nos méthodes, mais pas pour y semer la moindre illusion sur le parlementarisme, sur la démocratie bourgeoise. N'est-ce pas en semer que de parler de programme minimum et de candidat qui s'engage à le défendre ? Dans son article, Ferrat explique les défaillances des membres du Parti par leur jeunesse, leur méconnaissance des débats de 1922, du front unique lors de la guerre du Maroc, de l'opportunisme de 1927. Mais une erreur aussi monstrueuse que nous signalons de la direction signifie son ignorance des thèses essentielles du II<sup>e</sup> Congrès de l'I. C. sur le parlementarisme et la participation des communistes aux élections et aux parlements. Le Parti doit se présenter au premier tour comme au second avec tout son programme. Au premier tour, il demande aux ouvriers de s'affirmer sur son candidat. Au second tour, c'est une question de force. Si, le socialiste étant en tête, notre maintien peut nuire à notre action auprès des ouvriers réformistes, alors nous devons nous désister, sans rien demander aux socialistes, sans rien leur promettre, mais en menant la plus vive campagne contre le réformisme. Il n'y a pas de front unique électoral ; le front unique se réalise pour faire triompher des revendications précises, mais pas pour décrocher un mandat au profit de qui ce soit.

En propageant sa tactique fautive, pleine de dangers, la direction a « semé la pagale » dans le Parti. Dans certains endroits, comme à Villeneuve-Saint-Georges, il semble que la base ait bien réagi. Elle n'a rien demandé aux socialistes ; elle s'est désistée pour ne pas gêner son travail auprès des socialistes. Mais dans bien des coins et même là où florissait il y a peu de jours le plus farouche sectarisme, on a fait preuve d'un opportunisme tel que les buts fondamentaux du Parti se sont évanouis. Que cela se passe dans de petites localités, en Auvergne, ou à Feschel-Chatel, qui revendique « la diminution de 100 % du traitement des députés et des gros fonctionnaires, ministres, ambassadeurs, préfets, sous-préfets, etc., ainsi que la mise en disponibilité des généraux et officiers ayant atteint l'âge de la retraite », cela est déjà grave, mais que des groupes bien plus à la portée du contrôle de la direction (Chelles, Lagny pour la R. P., Châteauroux, Lyon avec ses « gauchistes » à la Doron), cela est extrêmement dangereux et prouve que depuis huit années, avec la bolchevisation, la normalisation, la troisième période, etc., on n'a pas encore extirpé beaucoup de germes opportunistes et que le centrisme les a en particulier couvés pendant toute une période d'aventurisme. Lyon envoie une lettre où les différences fondamentales avec le Parti socialiste sont absentes, mais où se trouve la phrase suivante : « Il est clair qu'un pareil engagement de votre part suppose toute rupture avec le parti radical, dont toute la politique est une politique de réaction ».

Naturellement, la direction intervient contre pareilles énormités. C'est bien le moins, mais elle est incapable d'en empêcher le renouvellement, parce qu'elle ne va pas au fond du problème. Elle n'emploie pas les mesures d'organisation qui illustrèrent la tactique « classe contre classe », mais elle présente comme infaillible une tactique qui renferme la source des erreurs commises. Un camarade, Abran, propose la suppression des lettres aux sections socialistes. Il y a du vrai et du faux dans son arti-

cle. Quand il porte toute son argumentation en ce qui concerne les élections, il a raison. Nous ne demandons rien aux socialistes, aucun engagement, aucune promesse : nous nous désistons, parce que nous croyons utile de le faire. Mais, dans ce qui n'est pas élections, dans les luttes revendicatives (salaires, revendications immédiates de toute sorte, lutte pour l'unité syndicale, pour l'amnistie, etc.), non seulement il faut s'adresser aux sections socialistes, mais il faut aussi que cette tactique soit appliquée du haut en bas, que la direction du Parti s'adresse à la direction du parti socialiste, en même temps que les organisations de base du Parti s'adresseront aux sections socialistes. Alors, ce ne sera pas une lettre envoyée par principe, mais c'est toute une action qui sera entreprise.

La discussion dans le Parti ne doit pas négliger cette question. Il faut aboutir à repousser ce « front unique électoral », à déployer aux élections le drapeau communiste sans aucun compromis, sans aucune formule bloc ouvrier-paysan, à la Garchery-Sellier, à adopter une attitude au second tour qui ne nuise pas à l'activité quotidienne où le Parti doit véritablement pratiquer la politique du front unique.

## Dans la ligue

## La discussion sur l'unité syndicale

Naville dit que l'argumentation des partisans de la rentrée a été basée sur la condamnation de la persévérance à faire vivre la C.G.T.U. considérée comme une organisation « stalinienne ». Cette position est un glissement vers d'autres positions. La Ligue doit s'engager dans la voie où déjà à la base des syndicats s'engagent en préparant, par l'unité sur la base de revendications communes, le Congrès de fusion. Dans cette voie, que sabotent les chefs centristes, la C. G. T. U. unifiera ses rangs et avancera vers l'unité.

Un camarade qui se réclame de la gauche italienne, dit que les communistes sont en principe pour l'unité syndicale pour que le parti travaille dans les syndicats unifiés légalement ou illégalement. Il préconise la rentrée sans conditions.

Pour Molinier, on ne peut subordonner la réalisation de l'unité qu'aux conditions fixées : droit de fraction, démocratie, droits égaux, et non à la tenue préalable d'un Congrès de fusion. Le Congrès de fusion est souvent invoqué par des adversaires de l'unité syndicale. En invoquant la « base », chefs de la C.G.T. et chefs de la C.G.T.U. poursuivent le grignotage de la Centrale adverse. Mais ainsi Jouhaux peut plus commodément jouer son rôle. Le rassemblement du plus grand nombre possible d'ouvriers est nécessaire. Il faut demander la rentrée après avoir assuré l'unité de manœuvre dans les rangs unitaires en faisant du droit de fraction le pivot de notre revendication, car il y a le précédent de Lille où, sous ce prétexte, les réformistes ont exclu.

L'assemblée de la région parisienne a adopté, en conclusion de la discussion, une résolution présentée par le camarade Félix. Cette résolution affirme l'importance du courant en faveur de l'unité syndicale, qui n'est pas une revendication abstraite, mais traduit une certaine forme de volonté de lutte du prolétariat ; les communistes doivent se placer à la tête de ce mouvement. L'attitude des « 22 » pendant et après le Congrès de Japy confirme la caractérisation du C.I.S. comme courant réformiste et la différenciation à venir dans ses rangs. Le Congrès de Japy confirme notre position d'appeler les centrales syndicales à un Congrès de fusion admettant la démocratie syndicale et le droit de fraction. La préparation de ce Congrès doit se faire par la pratique constante du front unique dans les luttes quotidiennes, les comités mixtes d'unité créés sur la base de programme revendicatif et le rassemblement de larges couches d'ouvriers autour de mots d'ordre revendicatifs. Dans la C.G.T.U., il est nécessaire de démasquer les alliés de Dumoulin et de faire pression sur la majorité confédérale pour qu'elle abandonne les équivoques de la « C.G.T. unique lutte de classes » émise par la base, mais qu'elle travaille hardiment à préparer le Congrès de fusion.

La résolution conclut que, pratiquement, le mot d'ordre de rentrée dans la C.G.T. ne peut pas se poser aujourd'hui et qu'il faut le combattre ouvertement.

LE COMITÉ RÉGIONAL.

## Pour la défense des ouvriers étrangers !

La presse bourgeoise fait grand bruit autour d'arrestations successives d'ouvriers italiens, hongrois et yougoslaves dans la banlieue parisienne. Ces ouvriers traqués ont été envoyés au dépôt. Le crime qui leur est imputé est d'avoir rallié l'avant-garde consciente de leur classe.

La nouvelle vague de persécutions policières s'abat sur les ouvriers immigrés à l'approche de l'hiver qui s'annonce gros de conséquences pour la bourgeoisie. Les révolutionnaires doivent organiser la défense de ces camarades d'exploitation et de lutte. La lutte pour la défense des droits et des libertés des ouvriers étrangers est un facteur très important pour l'intérêt commun et unique des ouvriers français et immigrés. En France surtout, l'interpénétration profonde des ouvriers français et des millions d'ouvriers étrangers constituera un élément capital de la lutte sociale. Cette question doit être placée au premier plan de l'activité de notre parti et de la C.G.T.U. à la veille de son Congrès.

## Vérités...

## Sans Commentaires !

Extrait d'une liste de souscription publiée dans l'Huma du 3 novembre :

Pour la camaraderie communiste, contre le pédantisme orgueilleux de l'intellectuel Trotsky, Jacques Rougeot, étudiant en médecine. 20 »  
Un chauffeur de taxi..... 10 »  
Ligue communiste. Souscription faite à l'issue d'une réunion à Dijon ..... 56 »

Tout de même ! Il doit y avoir dans « le groupe », au moins quelques camarades qui osent défendre leurs conceptions. Pourquoi la discussion est-elle fermée à ceux-là ? Elle risquerait d'être plus intéressante que les mea culpa humiliants pour ceux qui les font, pour ceux qui les exigent, pour ceux qui les tolèrent...

## Serions-nous indiscrets ?

Dans la rubrique : « Sous le feu de la critique », on annonça un article de J. M. Lyon, il n'est pas encore publié ! Quelle en est donc la cause ? Après la suppression de l'article de Devreyer, veut-on l'escamoter aussi ? Dans ce cas nous le publierons. Attendons une semaine.

## L'argent rend fous les gens

Ce leitmotiv de Volpone a convaincu Dullin, les « affaires sont difficiles... », en effet. C'est pourquoi « l'Atelier », jetant sur les murs un titre odieux et sensationnel, « Tsar Lénine », espère faire recettes.

Les pros de Paris doivent mettre un terme à cette crapuleuse spéculation sur une des figures les plus chères du prolétariat mondial, à cette dénaturation du Parti bolchevik et de ses chefs. C'est assez simple, avec un peu de cran et d'initiative le public qui paye renoncera vite à ce spectacle sensationnel sous peine de ressentir de cuisantes sensations.

L'Huma avait critiqué avec douceur cette odieuse pièce, le Popu la vanta, le Cri du Peuple conclut : « il faut quand même y aller, pour Dullin ». Nous pensons, en effet, qu'il faut y aller pour rentrer dans la gorge à Dullin toutes les saloperies sur Octobre. C'est ce que deux de nos camarades ont fait à la représentation de dimanche soir, prenant place sur la scène, il fallut bien suspendre la séance, d'autant plus que la salle les appuyait vigoureusement.

Dullin, masque d'artiste et cabotin vénaux, après avoir renvoyé, pour la galerie, les policiers accourus, fit par quelques fort à bras rosser nos amis dans les coulisses et les remit en dernier ressort aux mains des flics ! On ne peut être plus « loyal ». Mais les mêmes causes provoquent les mêmes effets.

Le gérant : P. FRANK.

MAISON DES SYNDICATS (Service de l'imprimerie)  
33, rue de la Grange-aux-Belles, Paris (10<sup>e</sup> arr.)

## La candidature Dancla à Oléron

Il nous faut parler de l'élection d'Oléron où, sur la proposition de l'opposition de gauche, le Parti communiste présentait la candidature d'un mutin, Dancla, emprisonné à Clairvaux pour 4 années. Cette candidature, sur le lieu même de la mutinerie, revêtait un caractère révolutionnaire et devenait un véritable symbole du fait que le Parti socialiste présentait comme candidat le médecin-major Alzieu, contre lequel les mutins firent des dépositions accablantes au Conseil de guerre de Bordeaux.

Le B. P. du Parti avait désigné Ernest Girault pour la propagande. Tour à tour, les agglomérations suivantes : Vert Bois, La Remigeasse, Les Allards, Le Grand Village, Dolus, Saint-Trojan et Le Château furent visitées. Y prirent la parole Ernest Girault pour le Parti et Courdavault pour la Ligue. Dans plusieurs de ces villages c'était la première fois que la parole communiste se faisait entendre.

Une édition spéciale du Travailleur fut rédigée par notre camarade, ainsi que les affiches d'ailleurs, en accord avec le Bureau régional.

À la réunion de Saint-Trojan, la mère de Dancla apporta son concours. Au Château, outre la mère de Dancla, le secrétaire du S.R.I., Citerne, fit un excellent exposé.

Les chiffres brutaux du scrutin indiquent 54 voix pour Dancla. Plus de 50 % de perte des voix communistes habituelles. Qu'est-ce que cela signifie ? Il y a un grand nombre d'observations à faire sur le travail matériel des membres du Parti. Nous le ferons dans un prochain Bulletin Intérieur. Il y a surtout le recul général du Parti dans les milieux non strictement prolétariens, recul s'ex-

pliquant par les erreurs, par les campagnes de la presse et des partis bourgeois, et par le manque de réaction des camarades de la base.

Mais ce chiffre de voix indique-t-il que nous nous sommes agités dans le vide ? Loin de là ! Le Parti a gagné moralement une influence considérable. Du point de vue antimilitariste d'abord ! Les soldats de la citadelle d'Oléron furent consignés durant la semaine précédant le vote. Quelle répercussion chez les disciplinaires actuels ! La frousse des sous-offits fut indescriptible. La démarche de l'un d'eux près de Courdavault, tour à tour menaçant ou patelin en dit long sur leur état d'âme. Le fait que la majorité de la population ignorait la vie réelle des disciplinaires et des sévices dont ils étaient l'objet est un gros actif pour notre action.

Politiquement, nous avons touché des auditeurs qui ne se dérangent pas pour nos réunions habituelles. La dérobade des socialistes ne se rendant pas à nos réunions fut jugée sévèrement par les travailleurs.

Economiquement, le gain est énorme. Courdavault, qui est secrétaire du Syndicat des Inscrits Maritimes, profita de cette campagne électorale pour exposer l'action du Syndicat et du Parti sur les questions professionnelles. Dorénavant, il ne sera plus possible, dans les milieux ostréicoles et administratifs, de faire le silence sur le point de vue du Syndicat unitaire.

Tel est le bilan de l'élection d'Oléron. Souhaitons que le Parti, après en avoir tiré la leçon nécessaire, en exploite à fond les côtés positifs. L'opposition de gauche l'y aidera de toutes ses forces.

## PROJET DE MOTION

Nous publions ci-dessous la motion de la direction du 4<sup>e</sup> rayon, motion qui fut adoptée contre celle du camarade Vedel, publiée dans notre dernier numéro.

L'assemblée du 4<sup>e</sup> Rayon déclare ne pouvoir accepter le projet de motion du camarade Vedel à cause des faits suivants :

1<sup>o</sup> Parce que le travail sérieux et honnête en vue de la réalisation de l'unité syndicale sur la base de la lutte de classes n'est nullement incompatible avec l'exclusion dans certaines conditions d'éléments qui se sont révélés comme des contre-révolutionnaires ou des saboteurs du mouvement ouvrier.

Au contraire et ainsi que le déclare le camarade Frachon dans son article « A propos d'exclusions » : « Depuis longtemps déjà les syndiqués ont résolu cette question et se sont débarrassés de leurs ennemis chaque fois qu'ils les ont démasqués ».

Plus la lutte deviendra aiguë, plus il sera nécessaire que les syndicats veillent au respect de cette discipline élémentaire des syndicats.

Or, les leaders minoritaires Rambaud, Boville, Arnard, etc, se sont déjà montrés comme violant la démocratie et la discipline syndicales et comme de vrais brisurs de grèves.

2<sup>o</sup> Parce qu'elle estime que l'organisation syndicale réellement convaincue de la nécessité de la « défense et de l'amélioration des conditions de travail et d'existence des prolétaires » ne peut être ouverte « aux chefs que se donnent les ouvriers, fussent-ils des plus réformistes », précisément parce que les chefs « les plus réformistes » ont en vue non la défense et l'amélioration de ces conditions de travail et d'existence, mais bien la collaboration de classes qui conduit à l'attaque contre ces conditions de travail et d'existence et à leur aggravation.

Ce passage du projet de Vedel (avant-dernier paragraphe) laisse d'ailleurs le champ libre à l'opinion que l'unité syndicale pourrait se réaliser en dehors de toute considération de lutte de classes.

L'assemblée du 4<sup>e</sup> Rayon tient cependant à faire remarquer au Bureau Exécutif de l'I.S.R. que les conditions dans lesquelles peuvent être envisagées les exclusions de leaders minoritaires travaillant à la désagrégation du mouvement syndical révolutionnaire ne sont pas suffisamment précisées dans le discours du camarade Piatnitski et que ce manque de précisions peut, en effet, servir d'arguments à des gens qui en sont à court.

Le passage du discours de Piatnitski ainsi formulé : Il faudra nous séparer de vous, leaders. Les ouvriers qui vous suivent encore rejoindront tôt ou tard les syndicats rouges de France, laisse supposer que nous acceptons le départ des ouvriers minoritaires de la C.G. T.U. en espérant qu'ils y reviendront « tôt ou tard ».

Il est certain que c'est des réponses qu'ils feront par leurs actes aux questions posées par Losowski qui peut dépendre l'appartenance ultérieure à l'I.S.R. des leaders minoritaires, parce que si ces gens continuent à trahir et à saboter notre mouvement syndical et la classe ouvrière, leurs actes entraîneront de notre part et de la part des syndiqués soucieux de conserver la force de leurs syndicats une active campagne pour leur exclusion dans le sein de leurs propres syndicats, campagne qui ne pourra aboutir qu'à leur exclusion effective par les syndiqués eux-mêmes convaincus de l'indignité des leaders en question.

## BELFORT

Depuis que la presse du Parti s'est ouverte pour la base, on y trouve des contributions très précieuses, beau coup plus substantielles que les textes interminables des dirigeants. Dans les Cahiers du 15 octobre, le secrétaire du rayon de Belfort, Rassimier, publie un rapport tout à fait intéressant. Il y étudie la situation avant la grève,

« Evidemment, la situation économique changeant, nécessite un changement dans l'attitude du Parti, mais tout de même pas à ce point. Car nous assistons à ce fait paradoxal que la situation économique s'aggrave, que la lutte des classes s'accroît, alors que la tactique du Parti perd de son caractère révolutionnaire.

Nous voulons dire qu'à une situation économique donnée a correspondu une tactique gauchiste alors qu'à la situation plus aggravée de l'heure présente correspond une tactique plus opportuniste. Sans dire que le contraire eût dû se produire, nous croyons qu'il eût été plus excusable et plus normal. Nous sommes bien persuadés qu'en toutes occasions une analyse claire de la situation, suivie d'une large discussion à l'intérieur du Parti, couronnée à tous les échelons par des résolutions votées sur la base de la démocratie interne ou du centralisme démocratique eût évité un certain nombre de ces rectifications de position qui ont considérablement nui au travail de la base. »

C'est, jusqu'à présent, le camarade qui est allé le plus loin dans la bonne voie, pour le redressement du Parti. La direction s'est trompée, le régime a été mauvais et on s'est si bien trompé qu'aujourd'hui, il faut reculer là où il était possible d'avancer, dit-il. Encore quelques efforts, que le camarade Rassimier étudie la littérature de l'opposition, il verra que cette situation s'étend à l'échelle internationale, il comprendra la nature du courant qui est actuellement à sa tête et il en déduira la nécessité de l'activité de l'opposition de gauche.